

En 1988, nos importations se chiffraient à près de 13 milliards de dollars alors que nous n'avons exporté que pour environ 4,5 milliards. Il y a donc un grave déficit commercial à cet égard et, dans bien des cas, nous importons des machines servant dans des secteurs où nous sommes de grands producteurs de produits finis.

Par exemple, nous importons énormément de machines servant dans l'industrie des pâtes et papier et dans le secteur minier quoique nous soyons des producteurs de papier et de certains produits miniers presque inégalés dans le monde. Pourtant, nous ne produisons pas au Canada la machinerie nécessaire dans ces domaines.

J'espère fortement que la Chambre parviendra un jour à appuyer une motion comme celle que j'ai présentée aujourd'hui pour dire qu'il est temps que nous prenions notre destinée en main. Nous devrions constituer des groupes d'étude formés d'employeurs, de travailleurs et de représentants des trois ordres de gouvernement pour rechercher le moyen de stimuler la production au Canada de machinerie et de produits technologiques de pointe que nous importons, ce qui créerait les emplois dont le Canada aura besoin dans l'avenir et ce qui pourrait constituer une solution aux graves problèmes économiques que nous connaissons en ce moment, de l'Atlantique à la côte ouest. J'exhorte la Chambre à appuyer ce genre de motion pour assurer notre avenir économique.

• (1720)

M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à la motion du député d'Essex—Windsor et je pense pouvoir offrir des explications utiles sur ce sujet. J'essaierai de m'en tenir à mes notes parce que, à mon avis, mon collègue a débordé un peu le cadre du sujet de sa motion.

[Français]

Au Canada, le développement industriel a été fondé jusqu'ici, monsieur le Président, en grande partie sur des avantages comme l'abondance de nos ressources naturelles et la facilité d'accès aux marchés. Toutefois, dans l'économie mondiale, aujourd'hui, notre succès dépendra de plus en plus de notre capacité scientifique et technologique et de politiques macroéconomiques favorables.

Si nous voulons maintenir notre place parmi les grandes puissances industrielles et économiques, nous devons accroître la compétitivité de notre industrie sur les marchés internationaux en intégrant nos efforts dans le domaine de l'industrie des sciences et de la technologie. Nous devons envisager l'avenir des industries canadiennes

Initiatives parlementaires

nes dans le contexte des marchés mondiaux et acquérir un avantage concurrentiel fondé sur l'excellence de nos produits et de nos procédés.

Dans son premier mandat entamé en 1984, le gouvernement a reconnu l'importance d'une économie industrielle compétitive dont la croissance repose sur le secteur privé, en s'engageant à assurer le renouveau économique du Canada. À cette fin, il a pris un certain nombre d'initiatives de nature macroéconomique dont la réforme fiscale destinée à stimuler les dépenses des consommateurs en réduisant les taxes imposées aux particuliers et accroître la confiance des entreprises en diminuant l'impôt sur le revenu des entreprises; l'adoption d'une politique en matière de sciences et de technologie prévoyant une augmentation sensible des fonds publics destinés à encourager la recherche et le développement dans le secteur industriel et autres activités scientifiques.

La création d'Industrie, Sciences et Technologie Canada est une autre initiative que le gouvernement a prise par suite de l'intensification de la concurrence au niveau international et de l'accélération des changements technologiques touchant les produits et les procédés de fabrication.

Jusqu'ici, l'économie canadienne s'est remarquablement bien adaptée à la libéralisation du commerce entraînée par les rondes successives de négociations du GATT. Nos industries ont progressivement accru leur envergure, leur spécialisation et leur efficacité. L'actuel gouvernement croit fermement que dans le cadre du libre-échange entre le Canada et les États-Unis, les industries canadiennes continueront d'améliorer leur performance pour être compétitives, non seulement sur le marché américain, mais sur le marché mondial dans son ensemble.

Le mandat d'ISTC, et en fait du gouvernement, consiste donc d'abord à assurer la compétitivité du Canada sur le plan international. D'ailleurs, mon collègue, tantôt, en a fait mention quand il parlait des chantiers maritimes au Québec. Je vois très mal, monsieur le Président, les députés du NPD parler des chantiers maritimes au Québec, puisque l'on peut toujours bien encourager. . . La volonté est là d'appuyer l'industrie, comme mon collègue le disait, mais on sait que la compétitivité n'est pas toujours là. On a l'exemple du député de LaSalle—Émard (M. Martin) qui est un grand entrepreneur. Il a fondé une multinationale et il s'en vante pendant sa campagne, quand on sait que ses sept derniers bateaux, il les a achetés au Brésil. C'est une belle façon d'encourager le Québec! On peut aussi encourager l'industrie, mais quand on ne fabrique plus de bateaux. . . Probablement